

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND

130 rue Benoit Frachon  
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : UDR-SSDAS-25-85-LL  
Code AIOT : 0006113898

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND implanté ZI Quincieux Chemin du Crouloup 69650 Quincieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITE MATURATION MACHEFERS + T/T/R DND
- ZI Quincieux Chemin du Crouloup 69650 Quincieux
- Code AIOT : 0006113898
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situé en zone industrielle et le long de la voie ferrée Lyon-Roanne, le site SYTRAIVAL de Quincieux

a été créé par le syndicat intercommunal SYTRAIVAL afin de compléter ses installations de gestion de déchets. Le SYTRAIVAL en tant que syndicat de traitement couvre plus de 260 communes et environ 350 000 habitants répartis sur les départements du Rhône, de l'Ain et de la Saône-et-Loire. Chaque site de traitement du SYTRAIVAL est opéré par un délégataire sélectionné par le syndicat. Le site de Quincieux est opéré en 2025 par SUEZ, néanmoins l'exploitant de l'ICPE reste le SYTRAIVAL.

Mis en service en 2018, le site du SYTRAIVAL à Quincieux regroupe 3 fonctions distinctes, en 3 bâtiments :

- La préparation et la maturation des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux pour une valorisation en technique routière ; c'est l'activité principale et le plus gros bâtiment ;
- Le transit de déchets ménagers recyclables de type emballages et papiers issus des collectes sélectives organisées sur le territoire du SYTRAIVAL par ses adhérents ;
- Le transit d'encombrants ménagers et assimilés (issus des collectes réalisées en déchèterie), incluant une opération de tri sommaire et le broyage des encombrants pour séparation de la part incinérable.

Toutes les activités de gestion de déchets se font à l'intérieur de ces 3 bâtiments.

La capacité maximum d'accueil de déchets sur ce site est de 49 000 t / an dont 25 000 t de mâchefers (dont au moins 16 000 t de UIOM Villefranche), 10 000 t de déchets non recyclables issus de déchèterie et 14 000 t pour le transit de collecte sélective de déchets ménagers d'emballages et papiers.

Le classement IED (Directive européenne sur les grandes activités industrielles) est lié à la rubrique 3532 relative au traitement de 100 t / jour de mâchefers. Le démarrage industriel du site date de fin 2018. Le site emploie habituellement 5 personnes du lundi au vendredi en journée.

En date du samedi 11 septembre 2021, un incendie survenu dans un apport de déchets encombrants de déchèterie a détruit le bâtiment A, au sud. Il a été reconstruit et remis en service fin 2022, avec l'ajout de nouveaux équipements de détection, de ressource en eau (cuve aérienne de 615 m<sup>3</sup>) et d'extinction (motopompe + sprinklage) protégeant les bâtiments « collecte sélective » et « encombrants ».

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion des eaux d'égouttage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de Management Environnemental du site	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article annexe 2point 2.1	Sans objet
3	Gestion des mâchefers sur site	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.4.2	Sans objet
5	Broyage d'encombrants -capacité max par jour	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection, en lien avec celle du 23 juin 2022 et avec les éléments transmis par l'exploitant, a permis de vérifier que l'activité de gestion des mâchefers, conduite dans le bâtiment C, est conforme aux meilleures techniques disponibles (MTD) de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 (NOR : TREP2100168A).

Ainsi pour cette activité de gestion de mâchefers, ce site satisfait aux exigences de la Directive européenne IED et de son référentiel BREF WI de décembre 2019. **Ce rapport permet de clore le réexamen IED pour ce site.**

Suite à la présente visite, l'exploitant devra mettre à jour la procédure de gestion des eaux d'égouttage (délai de 1 mois) et fournir (délai de 3 mois) son programme de réduction et de suivi des poussières extérieures au sol au sud du bâtiment mâchefer ainsi que sa proposition de renouvellement de la surveillance des émissions diffuses.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de Management Environnemental du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article annexe 2point 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : 1. Engagement, initiative et responsabilité de la direction, y compris de l'encadrement supérieur, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ; (...) 22. Pour les unités de traitement des mâchefers, la gestion de la qualité des extrants de façon à garantir que le produit qui résulte du traitement des mâchefers est conforme aux attentes. A cet effet, il est fait appel, le cas échéant, aux normes EN existantes ou équivalentes. Cette méthode permet également de contrôler et d'optimiser l'efficacité du traitement des mâchefers.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a fourni un engagement de la direction daté du 29 mars 2023, avec une co-signature SYTRAIVAL et SUEZ.

Concernant les mâchefers, ils sont réceptionnés après un premier déferrailage des éléments grossiers, fait sur le site de l'incinérateur. Le site de Quincieux dispose d'une installation spécifique de tri mécanique, au centre du bâtiment C. Le Plan d'assurance Qualité pour la valorisation des mâchefers, daté du 5 juin 2020, présente les modalités du tri mécanique appliqué aux différentes fractions de mâchefers. Chacune des fractions 0-8 mm et 8-40 mm est déferrailée puis reprise par un couloir vibrant puis par un convoyeur rapide qui alimente un séparateur inductif (machines à courants de Foucault) afin d'éjecter les éléments métalliques non-ferreux. Les métaux non ferreux sont envoyés en mélange chez une entreprise spécialisée dans leur sur-tri. L'aluminium, l'inox, le laiton, le cuivre et le zinc représentent les principaux métaux extraits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Surveillance environnementale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, émissions diffuses

### **Prescription contrôlée :**

Afin de mesurer l'impact des installations sur son environnement l'exploitant réalise un point zéro sur les points de prélèvements définis sur le plan à l'annexe 5 du présent arrêté.

Il existe 5 points. Un point de mesure est situé au niveau des silos.

Un état zéro est réalisé sur chaque point avant la mise en exploitation des activités, sur une période représentative.

L'exploitant assure une surveillance mensuelle sur les paramètres suivants :

- particules en suspension (PM 10 : particules inférieures à 10 microns) ;
- poussière ;
- métaux.

À l'échéance d'une surveillance d'un an et sur demande de l'exploitant un réexamen de cette surveillance (conditions, périodicité, etc.) pourra être adaptée.

### **Constats :**

Compte tenu des résultats obtenus en 2019, 2020, 2021 sur ces paramètres par rapport aux témoins faits avant la mise en service et du fait de l'entreposage et du traitement systématique des déchets du site à l'intérieur des bâtiments, l'exploitant a proposé par porter à connaissance du 2 mai 2023 une proposition de révision de ce protocole de mesure tel que prévu dans la partie 4 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 15/06/2018.

Deux campagnes de mesures d'une durée d'1 mois chacune ont eu lieu en sept-oct 2023 et en mars-avril 2024, en associant des moyens de mesure dynamique et statique (plaquettes). Le rapport établissant le bilan de ces campagnes, daté de décembre 2024, relève un très faible empoussièrement du site et autour du site.

Toutefois, lors de la visite mais aussi sur les photos satellite, il est constaté la présence de poussière récurrente au sol, en extérieur au sud du bâtiment C du fait du retournement de camions en sortie de ce bâtiment dédié au mâchefer (donc avant passage de ces camions dans la laveuse de roue) sur cette aire de 1500 m<sup>2</sup>. L'exploitant indique recourir à une prestation externe ponctuelle d'une balayeuse, lorsqu'il constate visuellement un empoussièrement.

Cette prestation n'est pas formalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  D'ici 3 mois, l'exploitant communique à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>son programme de réduction et de suivi des poussières extérieur au sol au sud du bâtiment mâchefer ;</li> <li>sa proposition de renouvellement de la surveillance des émissions diffuses (au moins 3 points de prélèvement sur site).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Gestion des mâchefers sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mâchefers entrants sont déchargés directement sur le sol étanche du bâtiment. Il n'y a aucune opération de déchargement à l'extérieur du bâtiment. Lors de ce déchargement, une opération de contrôle visuel est effectuée. Tout déchet non conforme est isolé. Une procédure est mise en place pour la gestion des déchets non conformes. Les déchets dangereux sont en tout état de cause isolés, identifiés et évacués au plus tôt.  Chaque lot de mâchefers est identifié. Une alvéole de stockage correspond à : <ul style="list-style-type: none"> <li>une seule origine de mâchefers ;</li> <li>un apport enregistré sur une durée maximale d'un mois stocké.</li> </ul> Après égouttage des mâchefers, les mâchefers sont criblés. Les imbrûlés, les gravats, les métaux ferreux et non ferreux sont séparés des mâchefers. Ils sont triés et stockés séparément sous bâtiment en attente d'évacuation. Les mâchefers font l'objet d'une caractérisation mensuelle conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.  La durée d'élaboration (préparation + maturation) des mâchefers ne doit pas excéder 1 an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le plan des stocks en cours de mâchefer dans le bâtiment C, qui comporte 10 alvéoles. Il a été constaté la présence de 7 alvéoles de mâchefer datées par mois, avec des quantités variant entre 1250 et 1475 tonnes par alvéole. Le lot le plus ancien est daté du mois de juin 2024. Chaque lot correspond à 1 mois d'apport de mâchefer en provenance de l'UIOM de Villefranche sur Saône.  Chaque alvéole comporte, sous la toiture, une ouverture d'aération supérieure.

Le process, situé au centre du bâtiment C, permet de retirer mécaniquement les imbrûlés, les non ferreux et ferreux et d'homogénéiser le mâchefer de façon à le rendre compatible avec les critères techniques des chantiers d'utilisation hors site.

La gestion des mâchefers dans le bâtiment C correspond bien à la description du Plan d'assurance qualité décrit dans le constat n°1.

Lors de la visite, il a été à nouveau constaté (comme lors de la précédente visite du 23/06/2022) la présence d'un dispositif de soutien extérieur de la paroi sud par des étais métalliques et de renforts intérieurs du faîtage. L'exploitant indique être en contact avec le constructeur du bâtiment et les assurances, dans le cadre de la garantie décennale de la construction, pour définir les mesures de consolidation de cette paroi sud. L'exploitant indique une phase de travaux qui pourrait démarrer en mars 2025.

Dans l'attente, les 2 alvéoles situées dans la partie sud du bâtiment C (autour de la porte de sortie) sont condamnées.

Dans ces conditions, le SYTRAIVAL ne reçoit pas de mâchefers en dehors de ceux de l'usine de Villefranche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Gestion des eaux d'égouttage des mâchefers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 4.4.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, traçabilité

**Prescription contrôlée :**

Les eaux collectées à l'intérieur du bâtiment de maturation sont collectées dans un réseau spécifique et dirigées vers un dispositif de stockage étanche de 10 m3. L'ouvrage sera étanche, i.e. béton, cuve à double paroi PEHD, ou tout autre dispositif équivalent. Sa vidange sera assurée par pompage dès que le volume atteint 2/3 de la hauteur utile de l'ouvrage.

**Constats :**

Ce point avait déjà été abordé lors de la précédente inspection du 23/06/2022.

Pour mémoire, les mâchefers réceptionnés et traités à l'intérieur du bâtiment C sont susceptibles de larguer de l'eau en excédent (lors de leur réception) ou bien lors de leur arrosage afin de réduire la poussière générée dans ce bâtiment, dont l'air intérieur n'a pas de système d'aspiration ni de rejet canalisé. Les pentes internes du bâtiment C empêchent ces eaux d'en sortir gravitairement, en surface. La cuve enterrée, réceptacle de ces eaux d'égouttage, est située à l'extérieur devant la porte principale d'accès du côté sud du bâtiment C. Elle ne dispose que d'une plaque d'égout métallique ronde pour y accéder. En cas de trop plein, c'est l'intérieur du bâtiment C qui accumule l'eau excédentaire. L'exploitant indiquait qu'il n'avait pas de moyen simple de vérifier le niveau sans devoir soulever la plaque en fonte du regard.

Dans sa procédure datée du 8/09/2022, élaborée à la demande de l'Inspection, l'exploitant indique : « Un contrôle visuel du niveau de la cuve est effectué mensuellement. Ce contrôle est renseigné sur le tableau de relevé d'indicateurs mensuel : « Indicateur Mensuel (eau, électricité, gazole...) ».

<p>Lors de la présente visite, le responsable d'exploitation a montré le tableau de suivi mensuel. En 2024, la cuve est à 50 % de taux de remplissage dès janvier, puis son niveau de remplissage indiqué évolue jusque 98 % en décembre, idem en janvier 2025. Dès février 2024, son niveau de 65 % correspond au niveau indiqué par la procédure pour déclencher une demande de curage. L'exploitant démarre par écrit cette demande en novembre 2024, et après plusieurs relances, les Ets CHARRIN viennent pomper le lixiviats de machefer en date du 18/02/2025, soit la veille de la présente visite. TRACKDECHETS permet de suivre cet enlèvement.</p> <p>Lors de la présente visite, le responsable du site (arrivé début 2023) n'a pu présenter la procédure date du 8/09/2022.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmet une version actualisée de sa procédure, visée par le nouveau responsable du site et prend les dispositions nécessaires afin d'en assurer sa mise en oeuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Broyage d'encombrants -capacité max par jour**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, respect quantités max</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>max 40 t /j pour le broyage des déchets hors machefers, rubrique 2791-1</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au début de l'exploitation du site, un broyeur mobile venait effectuer une campagne de broyage. Depuis août 2022, un broyeur à moteur diesel reste à disposition sur site. Le pré-tri au sol avant broyage s'effectue à la pelle mécanique.</p> <p>En janvier 2025, 318 tonnes broyées pour 22 jours travaillés, soit 14,5 t / j. En juin 2024, 385 tonnes broyées pour 20 jours travaillés, soit 19,2 t / j.</p> <p>De fait, les quantités broyées restent bien en-dessous du seuil de l'AP. Sur une année, 5000 tonnes (pour 10 000 tonnes maximum prévues dans l'AP) sont broyées sur ce site. Le SYTRAIVAL indique tenter de contenir la quantité de déchets non recyclables de déchèterie nécessitant un broyage et une incinération, les coûts cumulés (collecte+broyage+incinération) étant élevés. Le renforcement du tri à la source effectué lors des apports en déchèterie vise à mettre en filière de recyclage le plus de déchets possibles, en particulier dans les filières de reprise des eco-organismes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>